

Annoncé comme un événement stratégique et diplomatique crucial, le Conseil européen qui aura lieu jeudi et vendredi prochains est censé marquer un progrès en matière de politique de défense et de sécurité européenne.

Il suffit pourtant de lire un récent document du conseil de l'Union européenne **(1)**, pour se rendre compte que la montagne accouchera une fois encore d'une souris. Qu'il s'agisse de la phraséologie employée, des mesures proposées ou des orientations implicitement induites, tout indique qu'une fois encore l'Europe autoproclamée se prépare à une grande démonstration ostentatoire dont il ne sortira rien de concret.

Les objectifs stratégiques annoncés par Bruxelles prêtent en premier lieu à sourire. L'UE « est appelée à assumer des responsabilités accrues en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales (...) afin de garantir (...) la promotion de ses valeurs et intérêts », affirme le document. Jusqu'ici tout va bien. Mais puisqu'il s'agit ici de défense, d'intérêts vitaux communs, de ceux qui méritent qu'on se batte voire qu'on meurt pour eux, encore faudrait-il se montrer un peu plus précis. Quels sont ces valeurs et ces intérêts ? Démocratie, paix, droits de l'homme sont cités : Logique. C'est, théoriquement, l'ADN même du projet européen. La bonne gouvernance ensuite. Voilà qui prête à sourire de la part d'une organisation persistant à appliquer à la lettre les politiques d'austérité prônées par le Fonds Monétaire International alors que ce dernier a reconnu que les résultats de ces dernières étaient inefficaces, pour ne pas dire désastreuses sur le plan économique et social. Et ensuite ? Rien. En dehors des grandes valeurs « universelles » censées faire consensus parmi 500 millions d'Européens rejetant de plus en plus le modèle de société qui leur est proposé, il n'est nulle part fait précisément mention de nos intérêts vitaux.

De défense, c'est-à-dire de guerre pour sortir du politiquement correct, il n'est d'ailleurs guère fait mention dans ce texte, qui est bien plus une déclaration d'intention diplomatique qu'une feuille de route stratégique. Tout au plus se borne-t-on à proposer une série de mesures très générales, qui ne sont que le prolongement des politiques engagées de longue date et qui toutes relèvent du vœu pieux.

L'UE, affirme ce document doit coopérer avec les Nations Unies, l'OSCE, l'Union Africaine, l'OTAN. On enfonce des portes ouvertes : Les Etats européens de l'UE sont membres de ces entités ou coopèrent avec elles depuis leur création. En revanche alors que Bruxelles affirme vouloir « assumer ses responsabilités accrues en tant que pourvoyeur de la sécurité (...) en particulier dans son voisinage », il n'est nulle part fait mention d'un éventuel dialogue avec l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), visiblement inconnue au bataillon. Il est vrai que selon les récents propos de l'ancien ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine, la Russie n'est plus une puissance qui compte dans la mesure où elle ne conserve qu'«un pouvoir de nuisance périphérique et résiduel » et ne mérite donc guère qu'on s'y attarde que ce soit en Ukraine ou ailleurs... Cette déclaration ayant le mérite de signifier clairement que la guerre froide est terminée compte tenu de la disparition de l'ennemi principal ramené au rang de puissance régionale, encore faudrait-il savoir comment l'Europe va défendre ses intérêts -à identifier - en Afrique, au Moyen-Orient, ou en Asie-Pacifique... Or l'UE ne compte rien faire.

Avec un aplomb admirable, compte tenu de l'échec total de l'Europe de la défense jusqu'à ce

jour, le document propose de « s'appuyer sur les résultats obtenus jusqu'à présent », se félicitant « des missions et opérations de gestion de crise menées dans le cadre de la PSDC » (2). L'UE claironne qu'elle est prête à renforcer ses moyens dans les Balkans occidentaux – où il n'existe plus aucune crise de haute intensité – et souligne qu'elle « déploie plus de 7 000 personnes réparties entre douze opérations civiles et quatre opérations militaires ». Le ratio, d'une opération militaire pour trois opérations civiles, atteste du très faible engagement armé européen. Quant aux effectifs évoqués ils parlent d'eux-mêmes : Entre le Mali, la République centrafricaine, l'opération Atalante, la République Démocratique du Congo (RDC) et ses forces prépositionnées, la France a presque 7 000 soldats en Afrique. Seuls nous faisons autant quantitativement, mieux qualitativement, que l'UE... Certes cette dernière a effectivement conduit des opérations de maintien de la paix dans des zones de conflit difficiles. Ce fût le cas en Ituri, province orientale de RDC, où l'UE a déployé 2 200 soldats en 2003 pour mettre fin à des massacres interethniques : 80% des effectifs étaient Français. Et tout le reste est à l'avenant : dans les faits les opérations engageant les troupes des nations européennes relèvent du trompe-l'œil. Entre des Allemands et des Suédois qui ne veulent plus se battre et n'acceptent de s'engager qu'en multipliant les caveats restreignant au strict minimum leurs règles d'engagement, le manque de moyens de la plupart des pays, Français et Britanniques, uniques nations-cadres de l'Union Européenne, se retrouvent toujours seuls aux commandes de coalitions Potemkine.

Paris et Londres ont déjà tiré toutes les conclusions de cet état de fait en matière de défense, notamment sur le plan industriel. Suite aux accords de *Lancaster House*, les deux pays entendent bien collaborer prioritairement sur un mode bilatéral et ne plus s'engager dans des coopérations multinationales avec des partenaires qui ne soient pas leurs égaux sur un plan financier, technologique et possédant une approche des opérations de combat similaire à la leur. Les programmes A400M et Eurofighter, menés sur un plan multilatéral entre partenaires inégaux souhaitant tous tirer les marrons du feu se sont traduits par trop de surcoûts et de délais. Il est hors de question de les reproduire.

A cette aune les propositions du document en matière de politique industrielle prêtent à sourire tant elles relèvent du « *wishful thinking* ». Il faut, assure le texte, « *favoriser la mise en place d'une base industrielle et technologique de défense européenne plus intégrée, durable, novatrice et compétitive dans toute l'UE* ». L'objectif est noble, mais il est déjà condamné. Il suffit d'en analyser les termes.

« Intégrée » ? EADS, le modèle tant vanté, vient d'annoncer qu'il comptait licencier 5 800 salariés de son pôle défense, actif qu'il n'a jamais réussi à développer à hauteur des ambitions initialement affichées. L'heure n'est plus aux fusions transnationales géantes, du Big is beautiful, l'échec du rapprochement EADS-BAE Systems le démontre. Certes les fusions permettent théoriquement de « *rendre le secteur de la défense moins fragmenté (...) et (d') éviter les doubles emplois* ». Mais les entreprises préfèrent aujourd'hui mettre en place des *joint-ventures* ou des consortiums *ad hoc* correspondant à des programmes précis qu'elles gèrent de concert via des plateaux virtuels communs. Cette stratégie permet de sauvegarder l'emploi, toujours le grand perdant des fusions, ainsi que de garantir la pérennité des bureaux d'étude et leur diversité (3).

« Durable » ? S'il s'agit de « développement durable », il est toujours possible de produire des chars avec un bilan carbone moindre. S'il s'agit de faire durer, c'est-à-dire sauvegarder des entreprises dont la plupart des experts s'accordent à constater qu'elles sont trop nombreuses et provoquent des surcapacités sur la plupart des segments, ce sera difficile. Au demeurant pour maintenir le tissu industriel et créer de l'emploi, objectif affiché par le document alors que toutes les industries de défense sabrent dans leurs effectifs, il faudrait déjà que les Etats européens lancent des programmes d'armement pour que les industriels aient des contrats et embauchent...L'UE encourage ses Etats membres à investir. L'intention est louable. Mais avec quels moyens compte tenu de ceux que nous autorise notre modèle de gouvernance tant vanté ?

Quoi qu'il en soit ce débat est purement rhétorique. Car il faut savoir aussi lire entre les lignes. Les investissements dans la défense permettraient « *de renforcer l'autonomie stratégique de l'Europe et, par là même, sa capacité à agir avec des partenaires* ».

Notons qu'il n'est pas question un seul instant pour l'UE d'agir seule, malgré la revendication d'un objectif d'autonomie stratégique. Cela reviendrait à se comporter comme une puissance, ce qu'elle refuse par nature. Un ADN de commerçant ne sera jamais un ADN de combattant. Non, mieux vaut « agir avec des partenaires. » Or du point de vue militaire et politique il n'y en a qu'un qui réponde aux besoins européens en termes de crédibilité militaire et de conformité politique : l'OTAN, c'est-à-dire les Etats-Unis.

Le futur conseil européen n'a donc aucunement pour ambition de parler de défense européenne. Celle-ci est vouée à l'échec tant que l'OTAN existera. Il s'agira bien davantage d'une discussion de managers gérant la crise : Alors que tout le monde rogne ses budgets de défense la question sera de savoir comment il est possible d'intervenir à l'étranger à moindres frais et comment partager le maigre gâteau du marché de l'armement européen. Rien de plus.

Philippe MIGAULT - [RIA NOVOSTI](#)

(1) « Conclusions du conseil sur la politique de sécurité et de défense commune »

(2) Politique de Sécurité et de Défense Commune

(3) Au demeurant les fusions transnationales relèvent du fantasme pour de simples questions de modes de gouvernance. Les groupes Français, au capital majoritairement publics, ne séduisent aucunement leurs homologues allemands, à l'actionnariat privé, souvent familial. Et aucune fusion transnationale n'a été couronnée de succès hormis, sans doute, Eurocopter, dont l'activité est autant civile que militaire.

Philippe Migault est Directeur de recherche à l'Institut de Relations Internationales et stratégiques (IRIS). Ses principaux domaines d'expertise sont les questions diplomatiques et stratégiques, les conflits armés et industries de l'armement.